

Concours : Concours Complémentaire ENMEpreuve : Droit Public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le numérique et les libertés fondamentales.

Avec la présence récente d'un Secrétariat au numérique au sein du gouvernement français, on mesure bien l'importance que le numérique a pu prendre ces dernières années.

Permettant l'échange de données de manière quasi instantanée et sans frontière, le développement du numérique a modifié en profondeur nos sociétés contemporaines.

Le numérique a, aussi, transformé notre rapport aux libertés fondamentales que l'on peut définir comme un ensemble de droits inhérents et sacrés de l'homme ayant une portée universelle. En effet, l'avènement du numérique a été un important outil de développement des libertés fondamentales. Cependant, la progression du numérique n'a pas été sans conséquence sur la protection de ces mêmes libertés.

Dès lors, se pose la question de l'impact du numérique sur les libertés fondamentales.

Autrement dit, le numérique a-t-il facilité ou au contraire entravé les libertés fondamentales.

Nous verrons que si le numérique est au service des libertés fondamentales (I), son encadrement semble nécessaire afin de protéger les libertés fondamentales (II).

I Le numérique au cœur des libertés fondamentales

Le numérique a eu un impact sur nos sociétés contemporaines permettant une facilitation dans l'exercice des libertés fondamentales (A). Ce rôle de facilitateur du numérique est tel que, pour certains, son accès relève d'une liberté fondamentale (B).

A) Le numérique comme facilitateur des libertés fondamentales

Tout d'abord, l'avènement du numérique permet la réalisation rapide et sans frontière de l'exercice de la liberté d'expression.

Cette liberté d'expression est protégée par l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Dans une décision du 16/06/2015 *Depp AS / Estonie*, la CEDH affirme que la possibilité pour les individus de s'exprimer sur Internet constitue un outil sans précédent de liberté d'expression.

Le développement du numérique permet aussi une liberté d'information et d'expression sans considération de frontières comme le promulgue l'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE).

Au niveau national, l'article 11 de la déclaration de 1789 pose la libre communication des pensées et des opinions. Le numérique en égard à ses caractéristiques est une réponse à cette exigence.

Ensuite, le numérique permet la multiplication des échanges entre les individus et, à ce titre, permet une amélioration des échanges économiques.

Dès lors, le numérique contribue à la liberté du commerce et de l'industrie protégée par l'article 4 de la déclaration de 1789.

Dans le même sens, le numérique facilite

la liberté d'entreprise prévue à l'article 16 de la charte des droits fondamentaux de l'UE.

Ainsi, le numérique est devenu un outil primordial d'échange d'information aussi bien d'opinions qu'économiques. Ce principe du numérique est tel que son accès est en passe de devenir un droit fondamental en tant que tel.

B) L'accès au numérique, une liberté fondamentale?

Le numérique a connu un développement considérable dans nos sociétés. Ainsi, son accès relève, au peu d'en dire, d'un droit à part entière.

En effet, le conseil constitutionnel en 2009 a considéré qu'en l'état actuel des moyens de communication et en regard du développement de services de communication en ligne ainsi qu'à l'importance prise par la participation à la vie démocratique et l'expression des opinions, la liberté d'accéder à ces services en ligne et, donc, l'accès au numérique est un droit.

Dès lors, la restriction d'accès au numérique revient à restreindre la liberté d'expression et de communication. Ainsi, le conseil constitutionnel a censuré la possibilité pour l'autorité administrative indépendante, l'ARJOP, de limiter ou d'empêcher l'accès à Internet. En effet, dans une décision du 10/06/2009, le conseil constitutionnel a précisé que les pouvoirs de sanction qui habilitent la commission de protection des droits, qui n'est pas une juridiction, à restreindre ou empêcher l'accès à Internet peuvent conduire à restreindre l'exercice, par toute personne de son droit à communiquer et à s'exprimer. Ainsi, la possibilité d'accès au numérique via Internet devient un droit protégé de la liberté d'expression et de communication qui ne peut être restreint que par une décision de justice qui s'assume d'une

conciliation non disproportionnée entre l'aspect de valeur constitutionnelle de sauvegarde de l'ordre public et la liberté de communication (décision conseil constitutionnel du 10/03/2011)

En outre, en matière économique, le numérique a pris une telle importance que le conseil constitutionnel, en 2010, a reconnu que la liberté d'entreprendre est affectée par l'encadrement du choix et de l'usage des noms de domaine sur Internet.

De plus, le développement des échanges économiques notamment a conduit à une progression de l'échange de données personnelles ce qui a conduit à une vigilance particulièrement accrue de la commission informatique et libertés (CNIL) à ce sujet.

Le numérique a facilité la protection des libertés fondamentales de telle sorte que l'accès au numérique est devenu un droit garantissant l'exercice des libertés fondamentales.

Mais la facilitation, la rapidité des échanges d'information qui caractérise le numérique pose la question de son encadrement afin de prévenir les atteintes aux libertés fondamentales.

II L'encadrement nécessaire du numérique pour protéger les libertés fondamentales

La progression extrêmement rapide du numérique dans nos sociétés a nécessairement posé la problématique de l'encadrement de cette technologie aussi bien afin de limiter les atteintes aux libertés d'autrui (A) qu'afin de sauvegarder l'ordre public (B).

Concours : Concours Complémentaire ENMEpreuve : Droit Public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



A) Les restrictions apportées au numérique dans le cadre de la protection des libertés d'autrui.
 Le numérique permet l'échange sans frontière et quasi-instantané d'information. Afin de garantir les libertés d'autrui, le législateur se doit d'opérer des restrictions afin de prévenir la diffamation et l'infamie et de veiller au respect de la vie privée.

Tout d'abord, dans une décision du 16/05/2015, la CEDH rappelle que les articles 10 et 8 méritent un égal respect et qu'il convient de ménager un équilibre qui préserve l'essence de l'un et de l'autre de ces droits. A ce titre, elle exige la possibilité d'une action en responsabilité pour les personnes lésées par des propos diffamatoires. Ainsi, le numérique, tout comme les autres canaux de diffusion d'information, permet l'échange d'informations dans la limite des définitives des infractions de diffamation et d'infamie.

Ensuite, le numérique a conduit à une progression importante de l'échange de données personnelles. Cependant, ces données personnelles posent la question de la conciliation de ces données avec le respect à la protection de la vie privée. A ce titre, la CNIL, autorité administrative indépendante est chargée de veiller à la protection, la diffusion et la modification de ces données.

N°

5/7

En effet, la CEDH, dans une décision du 26/03/87 *Leander / Suède* précise que tant la mémorisation de données relatives à la vie privée que leur communication doivent être assortis de la faculté de les réfuter.

Toujours dans l'objectif du respect de la vie privée une récente loi est venue obliger les hébergeurs de site internet à effacer, sur demande, des informations, des photos à caractère personnel. C'est ce que certains ont nommé un "chat à l'oubli numérique".

Des garanties quant à l'utilisation du numérique ont donc été mise en place afin de garantir les libertés d'autrui. Des restrictions sont aussi apportées afin de sauvegarder l'ordre public.

B) la place du numérique dans la sauvegarde de l'ordre public

Le numérique en multipliant les échanges a permis à des phénomènes attentatoires à l'ordre public de connaître de nouveaux développements. Dans le cadre de la préservation de l'ordre public, l'Etat peut, notamment, dans le cadre de mesures de police administratives prendre des mesures pour prévenir ses agissements. C'est le sens de l'arrêt du Conseil d'Etat *Benjamin* du 19/05/33.

Au niveau européen, la CEDH précise dans un arrêt du 2/10/08 *Feroy / France* qu'une limitation à la liberté d'expression saurait résulter par un outil numérique est possible dès lors qu'elle repose sur des motifs pertinents et suffisants.

Au niveau national, la loi sanctionnant l'incitation à la haine raciale sur Internet a été jugée respectant la Constitution lors d'une question prioritaire de constitutionnalité en 2016 car conforme au principe de nécessité de

Salve garde de l'ordre public et sans disproportion manifeste d'atteinte à la liberté d'expression. C'est dans le cadre de la lutte contre le terrorisme que les restrictions au numérique semblent être les plus importantes. En effet, dans ce cadre, les autorités administratives et judiciaires peuvent non seulement contrôler les services de communication en ligne provoquant au terrorisme mais aussi surveiller une personne consultant ces services (décision conseil constitutionnel 15/12/2017). Néanmoins, ces mesures sont tout de même encadrées. En effet, le conseil constitutionnel a censuré une loi qui a apporté la simple censure de sites exprimant une idéologie terroriste comme infraction susceptible d'être punie, à elle seule, l'existence de commettre des actes terroristes.

De même, la responsabilité pénale du créateur d'un site Internet ne peut être engagée à raison du contenu de messages dont il n'est pas l'auteur (décision conseil constitutionnel du 16/03/2011).

Si le développement du numérique a permis de faciliter l'exercice de nombreuses libertés fondamentales comme la liberté d'expression, la liberté du commerce et de l'industrie, son encadrement semble indispensable afin de préserver aussi bien les libertés d'autrui que l'ordre public.

La progression du numérique a, aussi, modifié les relations inter individuelles en permettant une multiplication et une rapidité des contacts. Cette évolution n'est pas sans conséquence sur les activités délictueuses. En effet, le développement du numérique a conduit à de nouvelles formes de criminalité que le législateur dans le cadre de son pouvoir d'édiction de normes pénales tente de combattre.

